

- qu'il corrige la loi sur les accords à l'amiable et stoppe l'évasion fiscale via des sociétés de management.
- qu'il permette aux services d'inspection d'agir plus fermement contre l'évasion fiscale via des plateformes digitales.

Non-Marchand et services publics

Le bilan du gouvernement Michel, à ce jour, est négatif.

- Il a taillé dans les moyens de fonctionnement des services publics, notamment en ne remplaçant pas tous les départs de fonctionnaires à la retraite.
- Il harmonise vers le bas le statut des fonctionnaires.
- Il n'a, pour ainsi dire, pas été question d'une véritable concertation avec les syndicats du personnel de la fonction publique ni des représentants des travailleurs dans les secteurs du Non-Marchand.

Des services publics performants constituent une protection pour les travailleurs et les allocataires sociaux. Les riches peuvent toujours recourir aux services assurés par des entreprises privées. Au bout du compte, le démantèlement des services publics nuit à la société dans son ensemble.

Nous exigeons du gouvernement :

- qu'il investisse non seulement dans des infrastructures, mais aussi dans le secteur non marchand et les services publics ;
- qu'il applique la dernière tranche du tax shift au secteur non marchand et aux entreprises de travail adapté ;
- qu'il libère de l'espace, du temps et des moyens pour une véritable concertation sociale avec les représentants de son propre personnel et celui du secteur non marchand ;
- qu'il s'attelle également à la création d'emplois utiles à la société et à une meilleure faisabilité du travail.

**Informez-vous via nos sites web,
nos médias sociaux et votre délégué**

E.R. Mario Coppens, Bd Baudouin 8, 1000 Bruxelles
E.R. Rudy De Leeuw, Rue haute 42 - 1000 Bruxelles
E.R. Marc Leemans, Chaussée de Haecht 579 - 1030 Schaarbeek



FGTB
Ensemble, on est plus forts

Plus que deux ans pour rétablir une justice sociale et fiscale



FGTB
Ensemble, on est plus forts

Plus que deux ans pour rétablir une justice sociale et fiscale

Le gouvernement Michel applique – sous les applaudissements nourris des employeurs - toujours les mêmes recettes : modération salariale, travail flexible, mesures d’économies sur les allocations sociales, le non marchand et les services publics. Le capital et la fortune sont totalement oubliés. C’est de concert que les partis de droite et les employeurs visent à réaliser une réforme poussée de l’impôt des sociétés – réforme qui, après le tax shift, risque à nouveau de creuser un grand trou dans le budget... à combler à nouveau par les travailleurs et les allocataires sociaux.

Les résultats de cette politique sont lamentables. En matière de croissance d’emploi et d’évolution salariale, nous sommes en queue du peloton européen. Le déficit budgétaire est même plus important qu’en début de législature. Le bien-être et la qualité de vie de la population ont sensiblement baissés.

La FGTB, la CSC et la CGSLB adressent un message clair au gouvernement : les travailleurs ont droit à plus d’emplois et plus de justice sociale et fiscale. Le gouvernement doit entendre notre avertissement.

Les revenus

Le bilan du gouvernement Michel, à ce jour, est négatif.

- Le saut d’index fait perdre aux travailleurs, aux fonctionnaires et aux allocataires sociaux 2 % de leur revenu sur un an. En conséquence, la Belgique a été le seul pays européen où les salaires réels ont diminué.

- La révision de la législation sur la norme salariale (Loi de 1996) a réduit la marge de négociation collective au strict minimum.

- La misérable réduction d’impôt du tax shift (limitée aux revenus du travail) est réduite à néant par le saut d’index et par l’augmentation des factures imposée par les gouvernements. De leur côté, les allocataires sociaux sont plus durement affectés par les mesures gouvernementales.

Les différentes mesures ont réduit les revenus de la population. Le gouvernement a inversé le processus de redistribution des richesses. Les grandes fortunes sont épargnées tandis que les travailleurs et les allocataires sociaux sont encore plus mis à contribution.

Nous exigeons du gouvernement :

- qu’il respecte le résultat de la négociation salariale, y compris sur les salaires minimums des jeunes et les salaires dans l’Horeca et sur les avantages liés à l’ancienneté ;

- qu’il étende la marge salariale prévue dans l’accord interprofessionnel pour le secteur privé au Non-Marchand et à la Fonction publique ;

- qu’il améliore le bien-être des travailleurs au lieu de les pousser à accepter des emplois mal payés pour un travail intenable ;

- qu’il mette les prix sous contrôle. Les mesures fédérales et régionales entraînent une poussée de l’inflation qui, chez nous, est nettement plus élevée qu’à l’étranger ;

- qu’il s’attaque au dumping social : il faut plus de moyens pour l’inspection, des plans sectoriels avec des accords contraignants, la lutte contre les faux indépendants et le travail au noir doit être digitalisée, une révision en profondeur de la directive sur le détachement est nécessaire.

Emplois

Le bilan du gouvernement Michel, à ce jour, est négatif.

- La réduction draconienne des cotisations patronales ne prévoit aucune contrepartie au niveau de l’emploi. Réduction qui engendre, selon le Bureau du Plan, moins de croissance, moins de pouvoir d’achat alors que chaque emploi supplémentaire accroît de 74 000 € le déficit public.

- Le travail est encore moins « faisable » à cause de l’extension de la flexibilité à la mesure des employeurs, des flexi-jobs dans l’Horeca et du travail de nuit dans l’e-commerce.

- Sa politique d’investissements n’a d’investissement que le nom.

- Sa politique de l’emploi oublie les chômeurs complets et les temps partiels et se limite à permettre aux étudiants, pensionnés et actifs de gagner un peu plus d’argent.

La population a vu ses conditions de travail empirer. Le gouvernement rend le travail intenable, favorise le burn-out et encourage le dumping social.

Nous exigeons du gouvernement :

- qu’il évalue les effets du tax shift, des réductions ONSS et des subsides salariaux. Ils ne doivent plus être appliqués de manière linéaire, mais sélective afin d’obtenir les meilleures garanties de création d’emplois.

- qu’il soutienne des projets-pilotes de réduction collective du temps de travail.

- qu’il élabore un véritable plan pour l’emploi des jeunes en concertation avec les interlocuteurs sociaux.

- qu’il rende réellement le travail faisable en favorisant la combinaison travail/vie privée.

- qu’il oblige les employeurs à investir dans la formation des travailleurs y compris pour leur permettre de suivre les évolutions technologiques.

- qu’il augmente les investissements publics (infrastructures, mobilité, énergies renouvelables, soins de santé...) pour soutenir la relance économique.

Protection sociale

Le bilan du gouvernement Michel, à ce jour, est négatif.

- Les économies systématiques dans les dépenses sociales affectent une bonne partie de la population. Le gouvernement restreint le droit aux allocations (jeunes, temps partiels involontaires, mesures de fin de carrière, RCC...) et diminue leur montant.

- Les coupes sombres dans les budgets de la liaison au bien-être entraînent une perte de revenu pour beaucoup de pensionnés, de chômeurs et de malades.

- Le montant promis pour compenser le saut d’index et l’augmentation des accises et de la TVA atteint à peine 50 millions d’euros.

- Les travailleurs malades de longue durée sont menacés de sanctions.

- Le débat sur l’équilibre financier de la sécurité sociale tourne à la discussion de marchands de tapis lors de chaque contrôle budgétaire. Par ailleurs, cet équilibre n’est garanti que pour 4 ans..

- Une série de réformes dans les pensions visent à procéder à des économies sur les pensions des fonctionnaires et des enseignants et sur les pensions des chômeurs et des travailleurs en RCC.

Les travailleurs et les allocataires sociaux assistent au démantèlement de leur sécurité sociale parce que le gouvernement refuse de faire contribuer d’autres revenus que ceux du travail. Le gouvernement touche dans une grande mesure les plus faibles : les malades, les chômeurs et les pensionnés.

Nous exigeons du gouvernement :

- qu’il réalise enfin sa promesse de relever les minima de sécurité sociale pour les porter au niveau de la norme européenne de pauvreté ;

- qu’il arrête de vider de sa substance la sécurité sociale et la liaison au bien-être;

- qu’il se concentre sur une politique de prévention et sur l’accompagnement des malades de longue durée vers un emploi, au lieu de les sanctionner (contre l’avis des interlocuteurs sociaux) ;

- qu’il renonce aux économies sur les pensions (assimilation des périodes de maladie, de chômage ou de RCC) ;

- qu’il prévoie un budget suffisant pour compenser les années de travail pénible, via l’âge et le montant de la pension, en concertation avec les interlocuteurs sociaux ;

- qu’il assure le financement de la sécurité sociale (dotation publique liée aux besoins réels et une dotation d’équilibre durable) ;

- qu’il empêche le développement de toute rémunération avec moins de (voire sans) cotisations sociales.

Justice fiscale

Le bilan du gouvernement Michel, à ce jour, est négatif.

- Le tax shift n’est nullement un glissement d’impôts sur le travail vers un impôt sur les capitaux et le patrimoine.

- Mis à part le relèvement du précompte mobilier, le tax shift n’a engendré que quelques mesurette symboliques comme la taxe caïman, la taxe sur la spéculation ou encore la ‘taxe diamant’.

- Aucun effort pour empêcher l’évasion vers les paradis fiscaux. En termes d’optimisation fiscale par les multinationales, la Belgique occupe la 15e place dans le classement mondial - ce qui coûte 3,2 milliards d’euros par an au Trésor (groupe de réflexion finlandais UNU- Wider).

- Le gouvernement continue à boycotter l’instauration d’une taxe sur les transactions financières (TFT).

- Chaque tentative visant à arriver à une taxe sur les plus-values digne de ce nom a été bloquée.

- L’augmentation de la taxe sur les boni de liquidation a été vidée de sa substance.

- Le gouvernement se prépare au contraire à réformer l’impôt des sociétés qui, après le tax shift, risque de creuser un nouveau trou dans le budget.

- Il a créé de nouveaux régimes fiscaux avantageux pour des formes de flexibilité extrême (plateformes digitales et flexi-jobs).

Les travailleurs et les allocataires sociaux paient la plus grosse part de l’impôt. Les grandes fortunes, les loueurs de biens immobiliers, les investisseurs, les entrepreneurs y échappent facilement. Ils vivent sur le compte des contribuables de base.

Nous exigeons du gouvernement :

- une perception correcte de l’impôt.

- l’introduction, à court terme, de la transparence fiscale (tous les revenus doivent être connus).

- l’imposition équivalente et progressive de tous les revenus. Un euro = un euro.

- l’introduction, à court terme, d’un impôt sur les plus-values. La Belgique est l’un des seuls pays européens où la plus-value réalisée suite à la vente d’une entreprise est totalement exonérée d’impôts. Alors que, dans nos pays voisins, le tarif fiscal est de 30 à 50 %.

- une révision de la fiscalité du logement avec, en premier lieu, un impôt correct sur les revenus locatifs réels.

- qu’il mène une réforme budgétairement neutre - pas de diminution - de l’impôt des sociétés. Toutes les entreprises doivent payer des impôts proportionnels à leurs bénéfices réels, sans régime de faveur et sans surestimer les effets retour escomptés.

- qu’il ne crée pas de nouveaux avantages pour les détenteurs de capitaux sous prétexte de mobiliser l’épargne pour des investissements.

- qu’il réalise la taxe sur les transactions financières.

- qu’il lutte contre la fraude et l’évasion fiscale.